

FÉVRIER 2026



UN ANGLE MORT STRATÉGIQUE

COMMENT NÉGLIGER LA CONSOLIDATION
DE LA PAIX COMPROMET LA SÉCURITÉ
MONDIALE



CIVIL SOCIETY
PLATFORM
FOR PEACEBUILDING
AND STATEBUILDING

Un Angle Mort Stratégique

Comment négliger la consolidation de la paix compromet la sécurité mondiale

**Document de réflexion, commandé par la Civil Society Platform
for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS)**

Autrice Principale: Michaëla de Toldi

Remerciements

Nous tenons à remercier toutes les personnes interrogées qui ont contribué à la rédaction de ce document de réflexion. Les échanges et les idées qu'elles ont partagés ont été précieux pour la réflexion et l'analyse. La liste complète des personnes interrogées figure dans la section « Références ».

Avertissement

Bien que ce document de réflexion intègre les points de vue des personnes interrogées, les arguments développés et les opinions exprimées, sont présentés ici comme une réflexion publiée par la Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS).

TABLE DES MATIERES

Résumé Exécutif	05
Introduction	07
L'Augmentation du Budget de la Défense et ses Justifications	09
A. Les dynamiques sous-jacentes de la sécurité par la force	10
B. Le piège de la sécurisation des démocraties	11
II. L'Érosion Démocratique comme une Menace pour la Consolidation de la Paix	13
A. L'effet cascade	13
B. La guerre de l'information influençant les idéologies	14
III. Présenter la Consolidation de la Paix sous un Autre Angle	16
A. Un nouveau cadre pour les relations publiques	16
B. Les leaders de la consolidation de la paix	18
1. Renforcer la coopération entre les organisations	18
2. Le leadership européen	19
C. La coopération civilo-militaire	20
1. Changer une mentalité profondément ancrée	20
2. Exemples concrets	21
IV. Conclusion et recommandations clés	23
Références	25
Personnes Interviewées	26

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

À une époque de polarisation sans précédent, le domaine de la consolidation de la paix se trouve à la croisée des chemins. Dans tout l'Occident, nous assistons à un paradoxe : alors que les gouvernements consacrent des ressources sans précédent aux budgets de défense au nom de la « sécurité », les investissements dans la consolidation de la paix, la prévention et la diplomatie diminuent. Le déséquilibre est frappant : des milliards sont consacrés à la sécurité par la force, tandis que les mécanismes qui pourraient prévenir les conflits à la racine sont dépourvus de ressources. Cet article soutient que ces dynamiques ne sont pas distinctes, mais profondément liées. La montée de la militarisation, l'érosion des normes démocratiques et le rétrécissement de l'espace civique font partie d'un même changement systémique qui menace les fondements mêmes de la coexistence pacifique.

Dans ce contexte, le document présent examine les conséquences mondiales de ce changement radical. Il montre comment le recul de la démocratie en Occident alimente l'insécurité dans le monde entier et comment la mise à l'écart de la consolidation de la paix affaiblit la résilience tant au niveau national qu'international. Grâce à des entretiens approfondis avec des experts des domaines de la défense, du développement et de la société civile, nous avons pu dégager une tendance. À savoir que lorsque la confiance s'érode et que l'incertitude augmente, les sociétés se tournent vers des réponses militarisées. Des réponses qui, paradoxalement, aggravent l'instabilité qu'elles cherchent à contenir. La prédominance croissante de la « sécurité par la force » a produit un sens croissant de la proportionnalité dans les dépenses publiques et l'élaboration des politiques, où la dissuasion militaire est considérée comme essentielle, tandis que la prévention est traitée comme facultative.

Les conséquences dépassent largement les frontières occidentales. Du Venezuela au Timor-Leste, nous observons des effets en cascade où la contraction de l'espace civique, les campagnes de désinformation et l'insécurité économique s'amplifient mutuellement. Ces crises interdépendantes sont exacerbées par la guerre mondiale de l'information, où la manipulation numérique alimente la polarisation et sape les institutions démocratiques. Le retrait de l'administration américaine de la coopération internationale et la transition croissante de l'UE vers un rôle de donateur normatif illustrent à quel point l'écosystème de consolidation de la paix est devenu fragile, pris au piège entre l'instrumentation politique et la pénurie financière.

Ce document de réflexion s'adresse directement à la communauté des acteurs de la consolidation de la paix au sens large, notamment les praticiens, les chercheurs, les décideurs politiques et les défenseurs. Il appelle à une redéfinition collective de la consolidation de la paix en tant que pilier stratégique de la sécurité, et non comme une alternative douce à celle-ci. Nous soutenons que les acteurs de la consolidation de la paix doivent se doter de nouveaux outils analytiques, communicatifs et politiques afin de mieux justifier un investissement durable dans la prévention et le dialogue. Cela implique notamment de comprendre et d'anticiper la dynamique systémique qui sous-tend les coupes budgétaires, de renforcer les alliances avec les institutions de défense et d'élaborer des discours clairs et fondés sur des données factuelles qui mettent en évidence les avantages concrets de la consolidation de la paix. Par exemple, selon les nouvelles données d'un document de travail publié par le Fonds monétaire international (FMI), chaque dollar dépensé dans des activités qui stimulent la croissance économique et la stabilité politique (telles que rendre les gouvernements plus transparents et responsables, créer des emplois et améliorer les services publics) peut éviter de dépenser jusqu'à 103 dollars pour un conflit futur et ses conséquences.

En fin de compte, ce document soutient que le changement politique et financier radical et continu vers le soutien aux dépenses militaires à l'échelle mondiale n'est pas inévitable. Il peut être contré en réaffirmant la consolidation des éléments essentiels de la sécurité collective, capables de résoudre les crises interdépendantes de confiance, de gouvernance et d'information. En préservant les espaces de dialogue et en rétablissant la légitimité du multilatéralisme, les acteurs de la consolidation de la paix et les praticiens de la prévention des conflits peuvent s'associer aux sociétés et conseiller leurs gouvernements à résister à la logique de la peur et à réinvestir dans l'architecture de la paix à long terme.

Cinq domaines d'action clés sont présentés à la fin de ce document de réflexion :

1. Institutionnaliser la prévention des conflits en tant qu'investissement stratégique
2. Recadrer la consolidation de la paix en tant que composante essentielle d'une politique de sécurité intégrée
3. Renforcer la résilience face à la guerre de l'information et à la polarisation
4. Protéger et élargir les espaces de dialogues et d'inclusion
5. Renforcer la coopération entre tous les acteurs de la sécurité

1. Mueller, Hannes, Christopher Rauh, Benjamin R. Seimon, and Raphael A. Espinoza. 2024. The Urgency of Conflict Prevention – A Macroeconomic Perspective. IMF Working Paper No. 2024/256. International Monetary Fund.

INTRODUCTION

Nous vivons une période où l'insécurité n'est plus seulement perçue comme un risque de guerre, mais comme une condition permanente de la vie politique, sociale et économique. Dans toutes les démocraties occidentales, les tensions géopolitiques croissantes, la guerre de l'information, le recul de la démocratie, l'inquiétude économique et les conflits violents atteignent des niveaux records, créant un sentiment constant de menace. Les gouvernements réagissent en augmentant rapidement les budgets de défense, en renforçant la préparation militaire et en accordant la priorité à la discussion comme principal moyen d'assurer la sécurité. En même temps, les outils mêmes conçus pour prévenir les conflits, notamment la diplomatie, la consolidation de la paix, la coopération au développement et l'engagement civique, sont dépriorisés, privés de financement et marginalisés sur le plan politique. Ce n'est pas une coïncidence. Cela reflète un changement radical dans la manière dont la sécurité est définie, dans les acteurs auxquels on fait confiance pour la garantir, dans les types de connaissances considérées comme légitimes dans l'élaboration des politiques et, surtout, dans le manque d'engagement politique en faveur de la consolidation de la paix.

Ce document de réflexion part d'un constat simple mais dérangeant. En effet, les mêmes forces qui sont à l'origine de la flambée des dépenses militaires sont également en train de remodeler l'environnement politique et le discours qui entourent la consolidation de la paix. Elles affectent non seulement les ressources disponibles pour la consolidation de la paix et la prévention, mais aussi leur capacité à faire valoir leurs arguments, à influencer les politiques et à rester politiquement pertinentes à une époque de plus en plus dominée par la peur et les logiques militarisées de la sécurité.

Nous écrivons depuis la position d'une plateforme² qui rassemble et synthétise les points de vue d'experts, de praticiens, de chercheurs, d'analystes politiques et d'acteurs de la société civile travaillant dans les domaines de la consolidation de la paix, de la défense et de la gouvernance. Les arguments présentés dans cet article s'appuient sur des échanges approfondis avec ces experts, qui observent les mêmes tendances depuis des points de vue institutionnels très différents, notamment le rétrécissement de l'espace civique, l'accélération de la sécurisation et le décalage croissant entre les réponses sécuritaires à court terme et la résilience sociétale à long terme.

Nous ne nous opposons pas aux institutions militaires et ne nions pas la nécessité de la défense dans un monde turbulent. Au contraire, de nombreux experts dont les points de vue ont influencé la rédaction du présent document travaillent directement avec ou au sein des structures de défense et de sécurité. Ce que nous remettons en question est quelque chose de plus fondamental : une architecture de sécurité dominée par une pensée sécuritaire rigide

2. La Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS) est un réseau international dirigé par ses membres, composé d'acteurs de la société civile, de praticiens, d'experts et d'universitaires du Sud et du Nord qui travaillent ensemble à la prévention des conflits et des crises, à la consolidation de la paix et à la construction de l'État. Pour en savoir plus sur notre travail, cliquez [ici](#).

et déconnectée des réalités sociales, politiques et informationnelles peut-elle garantir une paix durable et une stabilité pérenne ? La question centrale qui sous-tend cet article n'est donc pas de savoir si la défense est nécessaire, mais si la défense, telle qu'elle est actuellement conçue et dotée en ressources, ne fait pas obstacle aux conditions mêmes qui rendent la paix et la sécurité durables.

Ce document poursuit trois objectifs. Premièrement, il décrit et analyse les tendances structurelles qui remodèlent l'environnement sécuritaire mondial, en particulier l'augmentation des dépenses de défense, l'érosion de l'espace démocratique et civique, et l'influence croissante de la guerre de l'information. Deuxièmement, il examine comment ces tendances interagissent pour produire un système qui s'autoalimente, dans lequel la militarisation, la peur politique et la fragilité institutionnelle se renforcent mutuellement, souvent au détriment direct de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits. Troisièmement, il explore les mesures qui peuvent être prises, tant au sein des institutions (gouvernements, ministères de la défense, alliances) qu'à l'extérieur de celles-ci (société civile, groupes de réflexion, plateformes d'experts et réseaux de consolidation de la paix), pour réaffirmer la pertinence de la consolidation de la paix et de la prévention des conflits dans ce paysage sécuritaire en pleine évolution. L'objectif n'est pas de défendre la consolidation de la paix comme une idéale morale, mais de la repositionner comme une nécessité stratégique dans un monde où l'insécurité est de plus en plus générée non seulement par les armées, mais aussi par la polarisation, la faiblesse de la gouvernance, la manipulation numérique et l'érosion de la confiance.

I - L'AUGMENTATION DU BUDGET DE LA DÉFENSE ET SES JUSTIFICATIONS

Dans les sociétés occidentales, le sentiment politique dominant est celui d'une urgence permanente. Les guerres en Ukraine et à Gaza, les tensions avec la Chine, les craintes liées au terrorisme, les cyberattaques, l'insécurité énergétique, les migrations, la polarisation et l'extrémisme politique ne sont plus perçues comme des crises isolées, mais comme des menaces qui se chevauchent et s'accélèrent. Il en résulte un climat psychologique et politique dans lequel l'incertitude devient la norme et la peur un outil de gouvernance.

Dans ce contexte, l'augmentation des capacités militaires semble rationnelle. Les gouvernements investissent dans la dissuasion parce qu'elle est visible, mesurable et politiquement défendable. L'augmentation des budgets de défense semble offrir la promesse d'un contrôle dans un monde qui semble de plus en plus incontrôlable. Pourtant, les entretiens avec des experts et les données disponibles montrent que cette réponse est profondément incomplète.

Concrètement, un rapport du Secrétaire Général des Nations Unies intitulé « La sécurité dont nous avons besoin »³, publié en 2025, expliquait que les dépenses militaires avaient atteint un niveau record de 2 700 milliards de dollars en 2024 et que, compte tenu des tendances géopolitiques actuelles, elles pourraient atteindre 4 700 à 6 600 milliards de dollars d'ici 2035. Ces montants semblent colossaux et contrastent avec les réductions des fonds alloués à l'aide au développement et à l'aide humanitaire auxquelles nous assistons. Plus important encore, le rapport souligne, données à l'appui, qu'une augmentation des dépenses militaires ne conduit pas nécessairement à plus de paix et de stabilité, mais augmente plutôt les risques de conflit en raison des courses aux armements qui génèrent des tensions politiques et une plus grande incertitude.

Au niveau européen, en mars 2025, la Commission européenne a présenté le plan « ReArm Europe / Readiness 2030 »⁴, ouvrant la voie à jusqu'à 800 milliards d'euros de dépenses supplémentaires en matière de défense. En octobre 2025, le Conseil a adopté une proposition visant à encourager les investissements liés à la défense par le biais du budget de l'UE, facilitant ainsi la coordination du financement au sein du secteur européen des technologies de défense. Le plan prévoit également une augmentation des investissements privés dans l'industrie de la défense, celle-ci étant désormais désignée comme une priorité stratégique pour la Banque Européenne d'investissement.

Ce changement, outre qu'il soulève d'importantes questions en matière de responsabilité, a un impact sur la réduction de l'aide publique au développement (APD) que nous observons dans de nombreux pays tels que la France, le Royaume-Uni ou les États-Unis, et est renforcé par des discours politiques mettant l'accent sur le financement de la défense comme moyen de dissuasion puissant contre les menaces futures. Par exemple, Ursula von der Leyen (présidente de la Commission européenne) a déclaré lors de son discours à la réunion du

3. [The Security We Need: Rebalancing Military Spending for a Sustainable and Peaceful Future](#)

4. [Council of the European Union, Defense: Council agrees positions to incentivise defense-related investments in the EU Budget](#)

Conseil européen en octobre 2025 : « Et c'est l'objectif du plan que j'ai présenté aux dirigeants la semaine dernière [Plan ReArm Europe]. Sa logique est simple : nous voulons utiliser tous les leviers financiers dont nous disposons pour renforcer et accélérer notre production de défense »⁵. Cette insistance sur la nécessité d'augmenter les dépenses militaires se fait au détriment du financement des éléments d'aide, de prévention et d'atténuation tels que la diplomatie ou le soutien aux organisations de la société civile, les politiques sociales et les investissements dans la santé, qui sont des éléments essentiels des relations et des réseaux sur lesquels repose la paix. Cette dynamique a déjà eu et aura encore des effets dramatiques en cascade. En effet, selon l'OCDE, « les coupes prévues dans le financement des organisations multilatérales pourraient déclencher une deuxième vague de réductions budgétaires pour les pays les plus pauvres et les services essentiels »⁶

A. Les dynamiques sous-jacentes de la sécurité par la force

Derrière cette augmentation du budget de la défense, et plus particulièrement des dépenses militaires, on observe deux dynamiques qui exacerbent les incitations à réduire l'aide au développement. Ces deux dynamiques illustrent clairement comment le recul de la démocratie que nous observons à l'échelle mondiale influence notre approche de la sécurité et sa signification pour la défense.

Premièrement, certains régimes autoritaires tirent un avantage économique de la sécurité grâce à des capacités militaires accrues. Selon les données du SIPRI⁷, en 2023, six des cent premières entreprises d'armement étaient basées au Moyen-Orient et leurs revenus combinés dans le domaine de l'armement ont augmenté de 18 %, neuf des cent premières entreprises d'armement étaient basées en Chine, et le déclenchement de la guerre, d'abord en Ukraine puis à Gaza, a généré une croissance exponentielle des revenus des entreprises d'armement aux États-Unis, en Israël et en Russie (les données disponibles pour ce dernier étant limité). Il est intéressant d'observer ici comment la course aux armements alimente directement les économies des pays qui connaissent un recul démocratique. Diego Lopes da Silva (chercheur principal au sein du programme « Dépenses militaires et production d'armes » du SIPRI, en Suède) a examiné la relation entre la responsabilité politique et les niveaux de dépenses militaires. Ses recherches montrent que les contraintes pesant sur la prise de décision, en particulier sur le pouvoir exécutif, sont cruciales : les législatures participatives ont tendance à réaffecter les ressources vers les biens sociaux plutôt que vers l'armée. En revanche, la faiblesse des mécanismes de partage du pouvoir et le contrôle budgétaire limité sont associés à des dépenses militaires plus élevées et à une militarisation plus poussée, qui favorisent à leur tour les processus d'autocratisation. Bien qu'il existe des exceptions importantes (notamment Taïwan et la Pologne), ces conclusions suggèrent que la vague mondiale de recul démocratique est elle-même un facteur de l'augmentation soutenue des dépenses de défense, les gouvernements réagissant aux menaces sécuritaires de manière de plus en plus centralisée et moins responsable.

5. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/lu/speech_25_739. Dans le texte original : "And this is the goal of the plan that I presented to the leaders last week [ReArm Europe Plan]. Its logic is simple: We want to pull every single financial lever we have to strengthen and fast-track our defence production".

6. https://www.oecd.org/en/publications/2025/06/cuts-in-official-development-assistance_e161f0c5/full-report.html

Dans le texte original : "anticipated cuts to multilateral organisations may trigger a second wave of funding decreases for the poorest countries and vital services".

7. SIPRI: Global Military Spending Surges Amid War, Rising Tensions, and Insecurity

Deuxièmement, l'incertitude croissante et la méfiance grandissante envers les institutions démocratiques dans les pays occidentaux érodent les fondements de la cohésion sociale, du débat public et de la gouvernance participative. Comme l'affirme Cédric de Coning (professeur-chercheur au sein du groupe de recherche sur la paix, les conflits et le développement du NUPI, en Norvège), au niveau national, « *affaiblir le contrôle civil sur les achats militaires et décourager le débat public sur la recherche d'un juste équilibre entre les dépenses consacrées à la défense, à la diplomatie et à la consolidation de la paix reviendrait à saper les valeurs fondamentales de notre système démocratique. Nous ne devons pas oublier que la guerre en Ukraine et la menace de guerre ailleurs, par exemple au Groenland, ne sont qu'un élément d'un effort plus large visant à éroder nos valeurs et notre système politique* ». En ce sens, gagner la paix ne doit pas se limiter à une victoire militaire, mais être compris comme la préservation des valeurs et des normes démocratiques, en particulier la cohésion sociale, l'identité civile et les libertés fondamentales. La guerre étant en fin de compte « un instrument de luttes politiques plus larges », la participation des citoyens devient indispensable pour maintenir à la fois la sécurité et la résilience démocratique. Une analyse récemment publiée par Saferworld intitulée « Working for Peace in 2026 »⁸ (Œuvrer pour la paix en 2026) corrobore ces arguments en expliquant que « *les élections dans différents pays d'Europe pourraient également voir la progression et la consolidation des gains électoraux de l'extrême droite, entraînant avec elles des programmes anti-immigrés, militaristes, anti-genre et un rejet accru de la coopération internationale et du multilatéralisme* ».

Non seulement les régimes autoritaires (Russie, Chine) tirent profit de la polarisation et de la montée de l'extrémisme dans les pays occidentaux, mais ils l'exacerbent en entretenant une peur croissante et constante de l'incertitude (en utilisant la désinformation et la mésinformation pour influencer les élections ou diffuser de la propagande sur les conflits, par exemple). En effet, au niveau de l'UE, le rapport sur l'espace civique publié en 2025⁹ a mis en évidence des lacunes préoccupantes dans le dialogue civil structuré et la participation à la prise de décision. Le rapport explique que cette dynamique a été exacerbée par les discours sur la menace étrangère que représentent « les autres », délégitimant les acteurs civiques qui défendent les valeurs et les droits démocratiques dans leur pays, ce qui renforce en fin de compte la conviction qu'« il existe un compromis entre liberté et sécurité » (Civic Space Report, 2025, p. 38). Bien que l'on puisse affirmer que l'utilisation du terme « valeurs démocratiques » par opposition aux « tendances autoritaires » est un cadrage qui éloigne davantage les pays les uns des autres et renforce les blocs, nous tenons à souligner ici que nous parlons des valeurs de liberté, de tolérance, de cohésion sociale et d'espace civique ouvert, qui sont souvent partagées en dehors des démocraties de type occidental.

En résumé, l'argument avancé ici est que les grandes puissances qui menacent l'ordre international sont les principales bénéficiaires du virage européen, et plus largement occidental, vers une mentalité d'économie de guerre, créant ainsi un discours qui s'éloigne des normes et des valeurs que nous prétendions autrefois défendre, et affaiblissant notre atout le plus important : la résilience démocratique.

8. [Daley, S. January 2026. Working for peace in 2026: trends to watch and the role of peacebuilding, Safeworld](#)

9. [Civic Space Report 2025](#)

B. The securitisation trap of democracies

Ce dernier point sur la liberté et la sécurité conduit à ce qui a été qualifié de « piège de la sécurisation » des démocraties, à savoir le risque que le fait de présenter continuellement certaines questions comme des menaces nationales directes afin de justifier des mesures exceptionnelles (telles qu'une augmentation drastique des dépenses militaires, la réduction de l'aide au développement et des changements dans ses cadres politiques) puisse éroder les institutions démocratiques, les valeurs et l'État de droit. Cette dynamique menace directement les multiples libertés auxquelles ont droit les citoyens dans une démocratie (liberté d'expression, responsabilité, transparence), les fondements de leur espace civique et la pierre angulaire d'un contre-pouvoir fort. En fin de compte, elle ouvre la voie à une dérive autoritaire plus importante menée par des partis politiques aux idéologies extrémistes, une tendance que nous observons déjà aujourd'hui aux États-Unis ainsi que dans plusieurs pays européens. À titre d'illustration, le dernier rapport de Democratie Monitor publié en 2025¹⁰, qui se concentre sur l'état de la démocratie aux Pays-Bas, note qu'un nombre croissant de propositions politiques sont contraires à la constitution. Il a constaté que, sur les 45 indicateurs relatifs à la santé démocratique, 18 sont source de graves préoccupations. Parmi ceux-ci figurent « le soutien croissant à un leadership autoritaire », « la faible confiance dans le parlement national » et « la pression sur la liberté de la presse ». Cette érosion de l'espace civique est corroborée par les dernières données du CIVICUS Monitor¹¹, qui montrent que les principales démocraties occidentales telles que la France, l'Allemagne et l'Italie ont vu leur note en matière d'espace civique passer de « restreint » à « entravé », ce qui témoigne de sérieuses restrictions des droits de manifestation, des activités de la société civile et de la dissidence publique.

Au niveau européen, Sonya Reines-Djivanides (directrice exécutive de l'EPO/Belgique) a expliqué que « *la réduction du nombre de donateurs et des budgets alloués conduit de nombreux donateurs européens à se montrer plus assertifs, ce qui aura sans aucun doute un impact sur les rapports de force entre donateurs et partenaires* ». Concrètement, nous voyons l'UE et ses membres devenir plus normatifs : ils apprécient le travail des organisations de la société civile, mais uniquement tant qu'il reste dans le cadre qu'ils ont défini, dans un espace prescrit. Peter van Sluijs (expert en consolidation de la paix et prévention des conflits, coordinateur Cordaid-CSPPS/Pays-Bas) a fait part de ses préoccupations en citant un exemple pertinent illustrant cette tendance aux Pays-Bas : le nouveau cadre politique du ministère pour la coopération avec les organisations de la société civile (2026-2030)¹² souligne explicitement que les activités visant à influencer les politiques ou les actions gouvernementales aux Pays-Bas ne seront pas soutenues par ce financement. En fin de compte, cela réduit la capacité de la société civile à demander des comptes aux gouvernements et restreint l'espace réservé aux opinions divergentes, aux critiques et à la dissidence.

Gretchen Baldwin (chercheuse principale au sein du programme « Opérations de paix et gestion des conflits » du SIPRI/Suède) souligne un effet supplémentaire du piège de la sécurisation. Elle affirme que « *l'augmentation des dépenses militaires reflète le fait que les*

10. <https://www.democratiemonitor.nl/wp-content/uploads/2025/06/Democratie-Monitor-2025.pdf>

11. <https://civicspacewatch.eu/civicus-monitor-downgrades-six-european-countries-due-to-severe-deterioration-of-civic-space/>

12. <https://www.government.nl/topics/grant-programmes/femfocus-2026-2030>

pays perçoivent une forte probabilité de conflit militaire à l'avenir, ce qui incite à choisir des approches militarisées de gestion des conflits et peut finalement devenir une prophétie auto-réalisatrice », un point souligné dans la plupart des échanges avec les experts. Si nous ne diversifions pas notre approche de la gestion des conflits et continuons à considérer la force et le pouvoir uniquement comme des capacités militaires, nous sommes les seuls responsables de l'aggravation des conflits dans le monde. En réduisant notre champ d'action, nous finissons par façonner une nouvelle réalité dans laquelle les idéologies extrémistes en matière de sécurité prévalent. Nos gouvernements et nos institutions doivent trouver un équilibre entre la dissuasion et le dialogue, la coopération et les outils de gestion des conflits développés dans le cadre de la consolidation de la paix et de la prévention s'ils veulent progresser vers une paix durable, mais surtout s'ils veulent éviter une guerre destructrice et coûteuse.

Bien que cette érosion et le renforcement des restrictions imposées à l'espace civique ne soient pas une tendance propre aux pays occidentaux, il est indéniable que ce recul des principes démocratiques en Occident a des répercussions sur les priorités nationales et internationales des bailleurs de fonds et des parties prenantes, affaiblissant en fin de compte les efforts de consolidation de la paix et de prévention des conflits dans les contextes fragiles et touchés par des conflits.

II- DEMOCRATIC EROSION AS A THREAT TO PEACEBUILDING

La première partie de cet article a montré comment le recul de la démocratie en Occident est à la fois une cause et une conséquence du discours dominant sur la sécurité et de l'augmentation des dépenses militaires mondiales. La relation complexe entre ces trois dynamiques façonne la compréhension qu'a la société civile de son rôle, y compris de ses droits et devoirs dans notre système. Le sentiment d'état d'urgence permanent, alimenté par la peur et l'incertitude (sans doute ancrées dans des événements réels), devient peu à peu la nouvelle norme et érode les fondements du multilatéralisme, qui repose sur la coopération, la diplomatie, la prévention et les actions collectives. Non seulement cela vise les mécanismes de responsabilité et de transparence qui ont été mis en place pour garantir la paix durable que nous avons tenté d'instaurer après la guerre froide, mais cela menace aussi directement notre vision du partage des charges et notre approche en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits. Comme nous l'avons vu, les démocraties européennes et occidentales sont considérablement affaiblies au niveau national, mais au niveau international, ces changements de normes et de priorités ont des conséquences considérables, précisément parce que nous avons misé ces dernières décennies sur la coopération et l'interdépendance mondiales.

A. L'effet cascade

La partie suivante vise à mettre en évidence les conséquences de l'accent mis par l'Occident sur la sécurité matérielle et à souligner l'importance de l'interdépendance, en re-

connaissant que les événements qui se produisent dans une partie du monde ne se produisent pas dans le vide et ont inévitablement des répercussions plus larges. L'impact des réductions de l'aide au développement et de la diminution du financement des organisations internationales travaillant dans ce domaine aura des répercussions directes sur la stabilité de nombreux pays en situation de fragilité, ainsi que sur les « pays donateurs ». Mais surtout, cela érodera de manière permanente notre capacité à défendre les normes et les valeurs et à établir des relations durables, qui sont le fondement d'une paix durable. L'interdépendance et le caractère multilatéral du monde contemporain montrent clairement que nous ne pouvons fermer les yeux sur ce qui se passe chez nos voisins ou à l'autre bout du monde.

Joao Boavida (fondateur et directeur exécutif du Centre d'études pour la paix et le développement - CEPAD, Timor-Leste) a donné un exemple concret des effets en cascade liés à la réaffectation des ressources des donateurs vers les dépenses de défense et à la réduction correspondante des investissements dans les outils de prévention des conflits et de consolidation de la paix : « *À mesure que l'espace civique se réduit et que les priorités des donateurs s'éloignent de la consolidation de la paix à long terme, l'absence d'un engagement fort et soutenu de la société civile accroît la vulnérabilité du Timor-Leste à la captation de la gouvernance, à la corruption et à la criminalité transnationale organisée. Le crime organisé exploite les faiblesses institutionnelles et affaiblit la souveraineté en s'intégrant dans les systèmes politiques et économiques.* » Cela met en évidence un problème structurel plus profond : si l'augmentation des dépenses de défense est souvent présentée comme un moyen de renforcer la sécurité dans les pays donateurs, elle peut externaliser l'insécurité dans les contextes où les capacités de prévention et de consolidation de la paix sont affaiblies. Boavida a en outre fait remarquer que « négliger la consolidation de la paix au niveau local n'est pas une omission neutre, mais un risque stratégique ». Réduire les investissements dans la consolidation de la paix dans ces conditions crée un terrain fertile pour l'instabilité, le crime organisé et l'érosion institutionnelle. Cette dynamique affecte non seulement les civils au Timor-Leste, mais aussi l'environnement régional et géopolitique plus large dans lequel les pays d'Asie du Sud-Est cherchent à établir des fondements politiques et économiques solides.

Au-delà de l'Asie du Sud-Est, une dynamique similaire est observable en Afrique de l'Est, où la réduction des investissements dans la diplomatie préventive a permis aux tensions liées aux ressources de dégénérer en crises sécuritaires régionales. Chalachew Worku (fondateur et directeur exécutif de Positive Peace Ethiopia) a donné deux exemples concrets, soulignant que l'accord conclu en 2024 entre l'Éthiopie et le Somaliland pour garantir l'accès à la mer a intensifié les tensions avec la Somalie et l'Érythrée, entraînant des mobilisations de troupes, des dynamiques de proxy et des changements dans les alliances régionales, notamment impliquant l'Égypte. De même, le désaccord de longue date entre l'Éthiopie, l'Égypte et le Soudan au sujet du Nil s'est aggravé après l'inauguration du Grand barrage de la Renaissance éthiopienne (GERD) en 2025, sans accord contraignant. Les revendications concurrentes en matière de sécurité hydrique et de risques d'inondation ont encore érodé la confiance, augmentant le risque de réponses militarisées. Ces cas mettent en évidence un défi politique majeur : lorsque la médiation multilatérale et la gouvernance coopérative des

ressources ne sont plus considérées comme prioritaires, les tensions structurelles liées aux asymétries de développement et au stress climatique sont de plus en plus gérées par des moyens coercitifs plutôt que préventifs, ce qui finit par compromettre à la fois la stabilité régionale et les objectifs de sécurité internationale.

B. La guerre de l'information influençant les idéologies

À la suite de nombreux entretiens avec des experts, il est apparu clairement que des acteurs puissants s'efforcent de diffuser un discours d'incertitude et de peur à l'échelle mondiale. Ces acteurs puissants ont une portée mondiale, car ils évoluent dans un nouvel écosystème façonné par la numérisation croissante. Si la guerre hybride existe depuis des milliers d'années (qu'elle soit cognitive, informationnelle ou commerciale), la numérisation a un impact direct sur son ampleur et son échelle, créant un niveau élevé d'incertitude en raison de la difficulté à suivre et à attribuer les perturbations, qui ont un impact sur l'ordre géopolitique. Dans cette guerre, les espaces numériques sont sans frontières et les entités (acteurs étatiques ou non étatiques) peuvent avoir un lien direct avec la population de n'importe quel pays. Des pays tels que la Chine, la Russie et même les États-Unis sont engagés dans une guerre stratégique dans laquelle ils ont délibérément lancé des campagnes d'influence. Fabio Daniele (analyste du renseignement et secrétaire général de Sustainable Cooperation for Peace and Security/Italie) a expliqué qu'aujourd'hui, l'une des principales menaces pour la consolidation de la paix est la guerre de l'information, qui vise également directement la société civile. Elle ne vise pas seulement les sociétés occidentales, en déstabilisant leurs normes, leurs valeurs et en affectant leur vision et leur compréhension de la sécurité, mais elle vise également les contextes fragiles et touchés par des conflits, encourageant davantage la polarisation sociale et l'antagonisme envers le multilatéralisme.

Concrètement, Jelle Postma (directeur exécutif de Justice for Prosperity/Pays-Bas) a expliqué comment l'écosystème des réseaux sociaux, dans lequel différents acteurs diffusent des discours spécifiques, instrumentalisant systématiquement des groupes similaires (tels que les LGBTQ+) afin de polariser davantage les sociétés, est une tendance mondiale. Il a partagé un exemple frappant qui s'est produit en Côte d'Ivoire, où de violentes émeutes sociales ont éclaté lorsque des personnes transgenres ont été pourchassées dans la rue et aspergées d'essence. L'organisation de Jelle a mené une enquête pour déterminer l'origine de cette violence soudaine à l'égard de ce groupe. En parcourant les réseaux sociaux pour retracer l'émergence de ce mouvement, ils ont découvert qu'il existait un débat en ligne très virulent à l'égard des personnes transgenres. Ils ont continué à remonter la source et ont réussi à identifier l'instigateur des violences : l'influenceur local qui avait diffusé de fausses informations sur une agression sexuelle fictive, à l'origine des violences hors ligne, s'est avéré être lié à des acteurs russes. Cet exemple illustre deux dynamiques clés : premièrement, les régimes autoritaires déploient des attaques visant à déstabiliser les sociétés et à accroître la polarisation à l'échelle mondiale ; deuxièmement, les acteurs qui tentent de saper les alliances, la coopération et les relations pacifiques sont motivés par des idéologies extrémistes et ciblent délibérément des groupes spécifiques.

Les mesures de sécurité strictes que nous observons à l'échelle mondiale sont une conséquence indirecte de l'influence de certains gouvernements sur l'écosystème numérique, qui génère des troubles sociaux, de la peur, une polarisation et un niveau élevé d'incertitude. En fin de compte, cela conduit les institutions gouvernementales des pays ciblés à s'arroger davantage de pouvoirs pour faire face à cette incertitude sous couvert de discours sécuritaires visant à (ré)établir l'ordre. Cela conduit à la dérive autoritaire que nous observons dans les démocraties établies.

Jelle Postma et Fabio Daniele ont tous deux souligné que les régimes autoritaires tels que la Chine et la Russie se sont lancés dans une campagne d'influence numérique dans le cadre d'une guerre stratégique. Investir dans la lutte contre ces discours est inefficace, car l'esprit ne comprend pas la différence entre la vérité et les messages fréquents. Jelle Postma a souligné que « la seule chose qui peut vraiment aider ici, ce sont les capacités de réflexion critique, qui doivent être développées et entretenues », et celles-ci doivent être renforcées à un niveau élevé, car il s'agit d'une question de sécurité nationale. Les responsables gouvernementaux doivent comprendre que leur propre stabilité est menacée, car leurs populations sont manipulées. Il a fait valoir que les acteurs de la consolidation de la paix qui analysent et étudient la cyberguerre devraient agir en amont plutôt que de préconiser une formation massive au renseignement sur les cybermenaces dans les organisations de base, car cela signifierait que nous sommes déjà en retard dans notre lutte stratégique contre ces discours. Nous avons besoin que les gouvernements adoptent une approche préventive plutôt que réactive. Fabio Daniele a expliqué que « *pour l'instant, l'Europe n'a pas pris de direction claire, car elle reconnaît peu que ces pays étrangers ont une stratégie claire en tête* ». L'Europe doit comprendre l'importance de pouvoir mesurer et analyser la portée de la stratégie afin d'éclairer les mesures défensives qui pourraient être prises pour garantir que les sociétés deviennent plus résilientes face à ces menaces. Si la cyberguerre et les stratégies qui la sous-tendent constituent une priorité pour les institutions militaires dans le cadre de leur stratégie de défense (reconnaissant que les sociétés occidentales sont facilement influençables et manipulables), celles-ci ont toutefois une capacité limitée à comprendre toute l'étendue de son efficacité, car elles n'entretiennent pas de relations avec la société civile qui mène des recherches dans ce domaine et recueille des données. La coopération devrait être renforcée à ce niveau afin de concevoir des solutions et d'organiser des échanges d'apprentissage mutuel, non seulement pour pouvoir anticiper et mettre en place des mesures défensives plus solides, mais aussi pour aider la société civile à faire face à ces menaces.

III- PRÉSENTER LA CONSOLIDATION DE LA PAIX SOUS UN AUTRE ANGLE

Cette section explore comment les acteurs de la consolidation de la paix peuvent interagir différemment avec les institutions gouvernementales, les parties prenantes, les bailleurs de fonds et le grand public en repensant leurs discours, leurs structures de direction et leurs modes de coopération et d'organisation. S'appuyant sur des entretiens et des exem-

bles concrets, cette section démontre pourquoi le repositionnement de la consolidation de la paix en tant qu'outil essentiel pour une paix et une sécurité durables n'est pas seulement un exercice de communication, mais un outil stratégique pour renforcer sa crédibilité, son influence et son efficacité. Cette section met en évidence comment les acteurs du domaine de la consolidation de la paix peuvent renforcer la pertinence de leur travail et son impact à une époque de plus en plus dominée par une pensée sécuritaire rigide.

A. Un nouveau cadre pour les relations publiques

Un point crucial a été soulevé à plusieurs reprises au cours des entretiens : le terme « consolidation de la paix » manque de précision et de définition claires, et est souvent associé à des « promesses vaines », ce qui nuit à son objectif. Alors que les récits de guerre sont plus clairs et plus faciles à communiquer lorsqu'il une menace est définie, la consolidation de la paix est un concept large et systémique, ce qui rend son récit plus difficile à articuler. Selon Conciliation Resources¹³, « la consolidation de la paix vise à s'attaquer aux causes profondes des conflits, en aidant les populations à résoudre leurs différends de manière pacifique et à jeter les bases nécessaires pour prévenir toute violence future ». Il s'agit d'un « processus à long terme qui consiste à encourager les populations à dialoguer, à réparer les relations et à réformer les institutions ». Concrètement, cela implique de comprendre et de traiter les raisons pour lesquelles les populations se battent et la manière dont elles sont affectées par un conflit afin de s'attaquer aux causes profondes et d'aller de l'avant. Le discours sur la consolidation de la paix aujourd'hui n'est pas inintéressant parce qu'il est inefficace, mais parce qu'il n'est pas compris par la majorité de nos décideurs politiques et de nos populations, et souvent rejeté par les institutions militaires qui se concentrent sur la lutte contre la menace et non sur la consolidation de la paix. Certaines personnes interrogées ont fait valoir que le domaine de la consolidation de la paix doit développer des compétences plus solides en matière de lobbying et de communication afin de mieux faire comprendre son discours et de rendre son travail et son impact attrayants et clairs pour les populations et nos gouvernements.

Dans ce contexte, il est essentiel de considérer la consolidation de la paix comme un outil essentiel de prévention des conflits dans le cadre d'une approche plus intégrée de la sécurité et de la diplomatie (qui s'appuie sur des mécanismes alternatifs de gestion des conflits parallèlement aux capacités militaires). La consolidation de la paix doit être intégrée parallèlement et en coordination avec les efforts de défense et militaires, plutôt que d'être traitée comme un domaine distinct ou secondaire. Il faut également clairement préciser que travailler dans le secteur de la consolidation de la paix signifie relever les défis en matière de sécurité dans une perspective à long terme et durable visant à instaurer une paix durable. Pour y parvenir efficacement, les acteurs de la consolidation de la paix doivent travailler en étroite symbiose, en développant une compréhension commune et systémique des facteurs structurels des conflits afin de fournir aux décideurs politiques des orientations éclairées et fondées sur des données probantes.

Elizabeth Hume (directrice exécutive de l'Alliance for Peacebuilding/États-Unis) et Sonya

13. <https://www.c-r.org/who-we-are/why-peacebuilding/what-peacebuilding>

Reines-Djvanides (directrice exécutive de l'EPLO/Belgique) ont toutes deux souligné l'importance de repenser les discours utilisés par les acteurs de la consolidation de la paix lorsqu'ils présentent leur travail et leur impact. Alors que les responsables politiques et les acteurs militaires communiquent souvent des discours clairs et convaincants sur leurs objectifs et leurs réalisations, les artisans de la paix ont souvent du mal à trouver un écho auprès du grand public pour prouver leur rôle et leur efficacité. Elles ont fait valoir que les efforts de consolidation de la paix doivent être plus concrets, clairement liés aux besoins urgents et présentés de manière à démontrer leur impact et leurs avantages tangibles. Par exemple, l'analyse du Fonds monétaire international dans *The Urgency of Conflict Prevention: A Macroeconomic Perspective*¹⁴ (L'urgence de la prévention des conflits : une perspective macroéconomique) démontre que les investissements dans la prévention des conflits génèrent des retombées économiques substantielles, « estimant qu'une dépense initiale d'un dollar rapporte entre environ vingt-six et soixante-quinze dollars en bénéfices à long terme dans des contextes sans violence récente et jusqu'à environ cent trois dollars dans des contextes sortant d'un conflit », soulignant la rentabilité de donner la priorité à la consolidation proactive de la paix plutôt qu'aux réponses réactives aux crises.

À titre d'illustration, l'une des sources d'instabilité en Occident a été l'impact déstabilisateur perçu de la migration. Les discours sur la consolidation de la paix pourraient souligner qu'investir dans la prévention des conflits et dans des programmes qui sauvent des vies, rétablissent la stabilité et créent des opportunités dans les régions touchées par des conflits permet, en fin de compte, de réduire les déplacements de population et la migration irrégulière. Des messages clairs tels que « les programmes de consolidation de la paix et de prévention des conflits sauvent des vies et aident les populations à rester en sécurité dans leurs communautés » peuvent efficacement faire comprendre que la consolidation de la paix répond à de réels défis politiques et sociaux, ancrant ainsi plus fermement sa pertinence dans la conscience publique. Cependant, Peter van Sluijs (expert en consolidation de la paix et prévention des conflits, coordinateur Cordaid-CSPPS/Pays-Bas) a appelé à la prudence dans la manière dont les efforts de consolidation de la paix encadrent les questions qu'ils cherchent à traiter. Il a souligné que s'il est important de contrer les discours simplistes qui répandent la peur et l'incertitude et s'ancrent souvent dans la conscience publique, nous ne devons pas nous appuyer sur les mêmes stratégies ou outils de communication. Il a plutôt fait valoir que la consolidation de la paix devrait se concentrer sur une sensibilisation cohérente, accessible et transmettant un sentiment d'urgence, tout en renforçant la compréhension des décideurs politiques et du public quant à la nature complexe et multidimensionnelle de ces questions.

Il est primordial de mettre en place un discours convaincant qui façonne notre compréhension collective de la consolidation de la paix, car c'est seulement ainsi que les populations, les gouvernements et les institutions militaires comprendront son importance pour faire face aux multiples crises auxquelles nous sommes confrontés. Les discours et les définitions sont importants, car ils influencent la manière dont on est perçu par son interlocuteur. Aujourd'hui, nous sommes dans une ère qui priviliege la « sécurité par la force », fondée sur la menace et l'incertitude. Par conséquent, les acteurs de la consolidation de la

14. <https://www.imf.org/en/publications/wp/issues/2024/12/17/the-urgency-of-conflict-prevention-a-macroeconomic-perspective-559143>

paix doivent adapter leur discours en conséquence afin de susciter l'intérêt et la réflexion. Nous ne préconisons pas ici la consolidation de la paix en tant que « sécurité par la force», mais plutôt en tant qu'outil permettant d'assurer une sécurité durable dans un contexte d'incertitude croissante. Nous soulignons la nécessité de comprendre la consolidation de la paix de manière plus holistique et comme un élément intégré des efforts visant à maintenir la paix et la sécurité.

B. Les leaders de la consolidation de la paix

Le leadership désigne la capacité à guider et à inspirer les gens vers un objectif commun grâce à son influence, sa motivation et sa prise de décision efficace¹⁵. Dans le domaine de la consolidation de la paix, il peut être attribué à un mouvement, une personne, une institution ou une organisation, et c'est d'ailleurs ce qui s'est produit. Cedric de Coning a fait valoir que « *les moyens autosuffisants impliquent que les sociétés ont développé des institutions sociales capables de maintenir la paix. Les leaders individuels sont importants, mais à moins que nous ne puissions institutionnaliser les valeurs et les processus, la paix ne sera pas autosuffisante* ». C'est précisément parce que la robustesse des individus travaillant en coopération fait progresser la consolidation de la paix que nous soutenons ici que le leadership doit provenir d'entités, d'institutions et d'alliances multilatérales, car elles ont le pouvoir de définir l'époque dans laquelle elles vivent et de traiter les questions systémiques.

Les alliances et coalitions existantes devraient renforcer leur coopération grâce à une stratégie commune visant à préserver leur rôle de premier plan dans la défense et la promotion de normes et de valeurs communes, notamment la diplomatie, le respect des droits de l'homme et le droit international, tout en élaborant de nouvelles normes dans le cadre de la défense collective.

1. Renforcer la coopération entre les organisations

Au cours des entretiens, les praticiens travaillant dans des organisations internationales et locales ont systématiquement soulevé une préoccupation commune : le renforcement de la paix étant un terme générique couvrant un large éventail d'activités, les acteurs extérieurs à ce domaine (tels que les représentants gouvernementaux, les bailleurs de fonds et d'autres acteurs de la société civile) ont souvent une vision erronée de ce qu'il implique réellement. Ce manque de clarté quant à la diversité, la spécialisation et la complexité du travail de renforcement de la paix rend difficile pour les bailleurs de fonds de distinguer les organisations les unes des autres et d'évaluer leurs avantages comparatifs. En conséquence, les bailleurs de fonds ont souvent du mal à identifier les acteurs les mieux adaptés à des interventions spécifiques, ce qui conduit à des décisions de financement fragmentées et inefficaces.

Ces problèmes ont été fortement exacerbés par les récentes réductions de l'aide au développement et de l'aide humanitaire. Les personnes interrogées ont décrit comment la diminution des sources de financement a favorisé une plus grande méfiance, des comportements

15. <https://www.salleurl.edu/en/leadership-inspiring-change-driving-success>

ments opportunistes et des changements dans les discours des organisations, celles-ci cherchant à survivre dans un environnement de financement plus hostile. Beaucoup ont reconnu que ces tendances récentes ont réduit la coopération et le partage d'informations dans l'ensemble du secteur, une dynamique qu'ils considèrent comme contre-productive pour la consolidation de la paix, mais de plus en plus inévitable sous la pression financière. Cette préoccupation systémique a été identifiée par Principles for Peace (2025), qui avertit que l'architecture mondiale de la paix approche d'un tournant critique, soulignant que « *la consolidation de la paix doit être conçue pour des systèmes, et non pour des silos* », et mettant en garde contre le fait que les mandats fragmentés et les cycles de financement à court terme nuisent à la coopération et à l'impact collectif.

Pour atténuer ces effets, plusieurs personnes interrogées ont proposé des fusions organisationnelles ou la création d'alliances et de plateformes plus intégrées. La mise en commun des ressources et de l'expertise permettrait aux petites organisations d'accéder à des subventions plus importantes, pluriannuelles, qui dépassent actuellement leurs capacités administratives ou financières. Cela favorisera à son tour une programmation plus durable, permettrait un suivi et une évaluation significatifs et générera de meilleures preuves de ce qui fonctionne réellement dans des contextes spécifiques. Les cycles de projets à court terme, d'une durée de six à neuf mois, permettent rarement aux organisations de documenter les changements structurels, car les résultats en matière de consolidation de la paix sont souvent le fruit de processus graduels et non linéaires. Principles for Peace (2025) souligne que « le financement est un levier de transformation », notant que sans un financement durable, partageant les risques et favorisant une paix positive, la concurrence et la fragmentation institutionnelle risquent de s'aggraver. Un soutien à plus long terme permet toutefois d'observer les cycles de changement, les effets différés et l'interaction entre les interventions et les contextes locaux. Un exemple notable à cet égard est celui du ministère néerlandais des Affaires étrangères, qui a lancé un programme de soutien à la consolidation de la paix d'une durée de huit ans (2024-2031)¹⁷ permettant aux organisations de mettre en œuvre des projets durables et d'évaluer leurs résultats à plus long terme.

2. Le leadership européen

Francesca Grandi, responsable de la défense et de la sécurité chez Transparency International, a expliqué qu'en réagissant à l'affaiblissement perçu de l'accord de défense collective soutenu par les États-Unis, l'Europe risque d'agir sans stratégie de repli cohérente. Les débats actuels sur la défense, en particulier au sein de l'OTAN et des États membres de l'UE, sont influencés par la logique de réponse aux crises et les pressions politiques à court terme. Les délais de prise de décision raccourcis risquent de créer une sorte d'amnésie stratégique et de mettre de côté quatre décennies d'expérience accumulée en matière de consolidation de la paix, de gouvernance et de résilience institutionnelle. Elle considère plutôt ce moment comme une opportunité pour approfondir l'intégration et la coordination européennes, dans lesquelles le discours dominant devrait passer d'investissements rapides et visibles dans les capacités à une responsabilité structurelle à long terme, à un contrôle et à une intégrité institutionnelle

16. Geneva Incubation Space - The Future of Peacemaking, Outcome Report. June 2025. Principles for Peace

17. <https://www.government.nl/documents/decrees/2023/11/09/subsidy-framework-contributing-to-peaceful-and-safe-societies-2024-2031>

parallèlement aux dépenses de sécurité. De même, Sonya Reines-Reines-Djivanides (directrice exécutive de l'EPLO) a expliqué que l'accent mis par l'UE sur la dissuasion occulte la nécessité de se concentrer non seulement sur les menaces perçues à court terme, mais aussi sur les moyens à long terme permettant à l'UE d'être un partenaire et un soutien solide de la paix et de la stabilité. Le Bureau de liaison européen (EPLO) a publié une déclaration en octobre 2021¹⁸ expliquant que la conception de la Facilité européenne pour la paix n'intégrait pas une approche de la sécurité centrée sur l'humain et qu'elle avait plutôt été utilisée pour acheminer des aides militaires importantes afin de soutenir la défense de l'Ukraine, ce qui montre un éloignement par rapport à l'objectif initial de la FEP, qui était de construire et de préserver la paix.

Plusieurs experts ont souligné le rôle central de l'Europe, notant que les États membres de l'UE peuvent considérer les défis actuels soit comme des menaces étroites pour la sécurité, soit dans un contexte plus large où la sécurité n'est qu'un élément parmi d'autres. La consolidation de la paix ne peut reposer uniquement sur une réponse perpétuelle aux crises, mais nécessite un investissement soutenu dans la prévention, en reconnaissant que la prévention des conflits va au-delà des mesures militaires et inclut une participation significative de la société civile, un investissement renouvelé dans la diplomatie et l'intégration d'expertises issues de divers domaines. Une telle approche permet aux décideurs politiques de comprendre les dynamiques contemporaines comme faisant partie d'un écosystème interconnecté et d'agir dans le cadre d'un dispositif de sécurité plus holistique et intégré. Comme l'affirme Cedric de Conning, « *la relation entre les capacités militaires et la dissuasion est complexe et influencée par une multitude de facteurs politiques, économiques et stratégiques connexes. Pour comprendre les conditions dans lesquelles la dissuasion est susceptible d'être efficace et investir dans la mise en place des conditions propices au maintien de la paix, il faut adopter une approche globale de la paix et de la sécurité qui combine défense, diplomatie et consolidation de la paix* ».

C. La coopération civilo-militaire

1. Changer une mentalité profondément ancrée

Les conditions géopolitiques actuelles ont ouvert la voie à une vision militaire du monde qui occupe désormais une place plus importante dans la sphère politique. En substance, les militaires voient le monde à travers le prisme de la sécurité et de la défense, leur priorité étant l'efficacité et la capacité à opérer dans n'importe quel scénario, même lorsque la coopération est compliquée. Ils perçoivent les menaces en termes de capacités militaires, d'entraînement, de production d'armes, de puissance humaine et de connaissances technologiques, et anticipent la dissuasion en utilisant les données de l'industrie de la défense comme indicateur de puissance. Cedric de Conning qualifie cela d'« écosystème de défense », « *qui peut enfermer une société dans une boucle auto-renforçante où tout est justifié par le prisme de la sécurité. Le risque est qu'une priorité excessive accordée à la défense puisse limiter notre capacité à créer la société que nous souhaitons, au-delà même du simple financement ou sous-financement de divers postes budgétaires* ». Un rapport du

18. https://eplo.org/wp-content/uploads/2021/10/EPLO_Statement-on-the-European-Peace-Facility.pdf

Secrétaire général des Nations unies publié en 2026 met en garde contre le fait qu'« *au fil du temps, l'enracinement des économies axées sur la défense favorise la création de réseaux d'influence politique, économique et sociale qui ont pour objectif principal de maintenir des dépenses militaires élevées* »¹⁹. La surexpansion d'une vision du monde au détriment des autres menace l'équilibre nécessaire à la mise en place d'un système robuste et résilient, capable de contribuer à une paix et une sécurité durables.

Notre objectif était ici de mieux comprendre la nature de l'architecture de défense et de l'institution militaire afin d'évaluer si, et dans quelles conditions, il serait pertinent pour les acteurs de la consolidation de la paix de s'engager directement auprès des structures militaires. Au fil des entretiens, il est apparu clairement qu'une question centrale réside dans la manière dont les institutions militaires conceptualisent la valeur ajoutée de l'investissement dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits. Selon le lieutenant-général C.J. Matthijsen, « *les institutions militaires semblent accorder la priorité aux considérations politiques, car elles ont une vision limitée de l'impact des réductions de l'aide au développement, même si elles comprennent que la collaboration est un outil permettant d'atténuer les différences* ». Il a expliqué qu'au sein des institutions militaires, le soutien à la coopération civilo-militaire est souvent déterminé par des considérations opérationnelles plutôt que normatives. Par exemple, lorsqu'elles sont déployées à l'étranger, les forces armées reconnaissent que la coopération avec les acteurs civils peut contribuer à instaurer la confiance auprès des populations locales, à améliorer la connaissance de la situation et à réduire les risques sécuritaires pour les troupes sur le terrain. Cela ne découle pas nécessairement d'une préoccupation visant à s'attaquer aux causes profondes du conflit, mais plutôt d'une évaluation pragmatique des formes de coopération qui sont réalisables et utiles pour la stabilisation et l'atténuation des risques.

Néanmoins, le lieutenant-général Matthijsen a reconnu que les acteurs militaires reconnaissent de plus en plus l'importance de la prévention des conflits et la valeur ajoutée de l'expertise civile, car il existe un besoin inhérent d'adopter une approche globale en matière de consolidation de la paix. Dans cette perspective, la coopération peut être considérée comme un moyen de développer une compréhension plus holistique et plus fondée des crises, contribuant ainsi à prévenir leur escalade. L'accent qu'il met sur l'idée qu'« *il vaut mieux se rencontrer avant la crise* » reflète une prise de conscience croissante au sein des institutions militaires que l'engagement précoce, le dialogue et la coordination peuvent renforcer les stratégies préventives. Cette reconnaissance souligne pourquoi l'engagement entre les acteurs de la consolidation de la paix et les institutions militaires (bien que complexe) reste à la fois pertinent et nécessaire.

Par exemple, l'évaluation néerlandaise de la MINUSMA au Mali²⁰ montre que la stabilisation militaire sans consolidation de la paix est stratégiquement inefficace. Bien que les forces néerlandaises aient considérablement amélioré le renseignement et la protection des forces, ces progrès n'ont pas été associés à un dialogue politique, à une médiation locale ou à des efforts visant à reconstruire les relations entre l'État et la société. En conséquence, les amé-

19. Iversen, T. O., de Coning, C. H., & Sandvik, K. B. (2026, January 13). The risks of a war economy mentality. Norwegian Institute of International Affairs.

20. <https://www.iob-evaluatie.nl/site/binaries/site-content/collections/documents/2022/09/30/evaluatie-nederlandse-bijdrage-minusma/ENG+Summary+%E2%80%93+A+mission+within+a+mission.pdf>

liorations en matière de sécurité sont restées temporaires et n'ont pas réduit les facteurs à l'origine du conflit. La structure fragmentée de la mission a maintenu les acteurs militaires et ceux de la consolidation de la paix dans des silos séparés, empêchant la coopération entre l'armée et la société civile de façonner la stabilité politique et sociale. L'exemple du Mali montre comment la mise à l'écart des acteurs de la consolidation de la paix et des outils de prévention des conflits conçus spécifiquement pour le contexte ne se contente pas de limiter le succès d'une mission, mais le sape activement en permettant à la violence de revenir une fois que les acteurs militaires et leur intervention se sont retirés.

Il est intéressant de noter que le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) a publié début janvier 2026 sa nouvelle politique de développement, dans laquelle il définit les priorités et les domaines d'action de sa stratégie. Intitulé « *Shaping the future together globally* »²¹ (Façonner ensemble l'avenir à l'échelle mondiale), le rapport souligne l'importance de promouvoir la sécurité à long terme, en concentrant particulièrement ses efforts sur la paix et la sécurité dans la région MOAN, au Sahel et dans la Corne de l'Afrique. Dans les points clés du plan de réforme, il est spécifiquement indiqué que « *les Organisations de la Société Civile resteront des partenaires clés pour le BMZ et joueront un rôle encore plus important dans la mise en œuvre des objectifs généraux* ». Cette nouvelle stratégie met en évidence l'importance du partenariat et la pertinence d'une approche intégrée de la sécurité pour progresser vers une paix durable.

2. Concrete examples

Fort de cette reconnaissance, le principal défi consiste à traduire la prise de conscience en matière de prévention en changements institutionnels. Les initiatives civilo-militaires existantes illustrent comment l'engagement avec les acteurs civils peut progressivement influencer les mentalités et les pratiques militaires. Par exemple, Transparency International a collaboré avec l'OTAN, principalement dans le cadre du programme de renforcement de l'intégrité de l'OTAN, afin de fournir une expertise, des outils et des formations visant à renforcer la gouvernance, la transparence et la responsabilité au sein des secteurs de la défense et de la sécurité des pays membres et partenaires²².

Dans le contexte néerlandais, des organisations telles que Care, Cordaid, PAX et WO=MEN ont été invitées à participer en tant qu'experts en la matière aux exercices et formations de l'OTAN. Leurs contributions ont principalement porté sur l'interaction entre les civils et les militaires, les femmes, la paix et la sécurité, la sensibilisation aux questions de genre, la sensibilité aux conflits et la protection des civils. En outre, des présentations ont également abordé le rôle et l'implication possible des ONG, ainsi que les différences entre les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine du développement et celles œuvrant dans le domaine humanitaire.

Un autre exemple qui montre à quel point les responsables de la politique de défense accordent de plus en plus d'importance à l'intégration de l'expertise et des connaissances de la société civile dans les cadres de consolidation de la paix est celui du Joint Standing

21. <https://www.bmz.de/en/ministry/shaping-the-future-together-globally-282836>

22. <https://ti-defence.org/government-defence-integrity-index-updates-nato-building-integrity-anti-corruption/>

Committee on Foreign Affairs, de la défense et du commerce en Australie, qui a lancé une enquête officielle sur la « prévention des conflits »²³. Cela souligne la prise de conscience croissante, au sein des institutions de défense, que la puissance militaire seule ne suffit pas à garantir une sécurité durable. En examinant activement comment les programmes de développement menés par des civils et l'engagement de la société civile peuvent contribuer à la prévention des conflits, cette enquête témoigne d'un engagement clair en faveur de la coopération civilo-militaire. Ce changement de mentalité est essentiel si nous voulons instaurer une paix durable plutôt que simplement gérer la violence.

Cependant, pour changer une partie de l'idéologie fondatrice d'une institution telle que l'armée, l'initiative ne peut pas venir uniquement du sommet. Les membres de cette institution doivent comprendre personnellement la pertinence du changement et, plus important encore, en être les moteurs. Par exemple, Maria Alejandra Zorro (responsable de la protection à la Fundacion LATIR) et Felipe Tamayo (responsable du plaidoyer à la Fundacion LATIR), tous deux travaillant à la Fundación Latir en Colombie, ont décrit le développement d'un projet pilote avec l'armée de l'air colombienne qui vise à introduire des compétences socio-émotionnelles, telles que l'empathie, la communication, l'autorégulation et la coopération, afin de promouvoir de nouvelles perspectives sur la paix, la bienveillance et la coexistence au sein des forces armées. Cette initiative vise à modifier la perception interne des conflits au sein de l'institution en intégrant des outils et des approches issus de la société civile, en particulier ceux qui sont ancrés dans les pratiques de santé mentale et les conceptions du conflit et de la force tenant compte des questions de genre. À terme, le projet vise à créer un espace de dialogue constructif sur la paix et la sécurité et à introduire de nouvelles normes qui sont souvent absentes du raisonnement et du comportement militaires traditionnels. Ils espèrent que le programme pourra être étendu par le ministère de la Défense et influencer les politiques futures.

23. https://www.aph.gov.au/Parliamentary_Business/Committees/Joint/Foreign_Affairs_Defence_and_Trade/PreventingConflict

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS CLÉS

L'avenir de la consolidation de la paix nécessite un changement fondamental dans la manière dont la paix est conçue, hiérarchisée et communiquée. Comme le montre le présent document de réflexion, l'importance croissante accordée aux dépenses militaires et aux mesures de sécurité coercitives sape la résilience démocratique, accentue le rétrécissement de l'espace civique et marginalise la prévention des conflits. Si les investissements dans les capacités de défense restent nécessaires, la consolidation de la paix et la prévention doivent être considérées comme des éléments tout aussi essentiels pour une compréhension holistique et intégrée de l'architecture mondiale de sécurité.

Dans le contexte des crises multiples et concomitantes auxquelles sont confrontées les sociétés contemporaines, les gouvernements doivent adapter leurs stratégies de sécurité en conséquence s'ils veulent progresser vers une paix durable. Les acteurs de la consolidation de la paix doivent renforcer leur capacité à s'engager de manière proactive auprès des décideurs politiques en traduisant leur expertise en orientations claires et concrètes. Sur la base de l'analyse présentée, cinq domaines d'action prioritaires ont été identifiés :

1. Institutionnaliser la prévention des conflits en tant qu'investissement stratégique

Les gouvernements devraient systématiquement intégrer les données probantes relatives à la rentabilité de la prévention des conflits dans leurs processus décisionnels nationaux et multilatéraux en matière de sécurité. Il est essentiel de démontrer les retombées économiques, politiques et sociales à long terme des mesures préventives afin que la consolidation de la paix influence les choix politiques plutôt que de rester une préoccupation secondaire.

2. Recadrer la consolidation de la paix en tant que composante essentielle d'une politique de sécurité intégrée

La consolidation de la paix et la prévention ne doivent pas être considérées comme des activités idéalistes, mais comme des investissements stratégiques en matière de sécurité. Cela nécessite l'élaboration de discours clairs et convaincants qui établissent un lien entre la consolidation de la paix et des avantages tangibles tels que le renforcement de la gouvernance, le rétablissement de la confiance du public, la cohésion sociale et la réduction des pressions liées aux déplacements ou aux migrations. Sans un tel cadre, la consolidation de la paix risque de continuer à être marginalisée dans les débats sur la sécurité, dominés par des perceptions à court terme des menaces.

3. Renforcer la résilience face à la guerre de l'information et à la polarisation

La lutte contre la guerre de l'information doit être reconnue comme un enjeu central en

matière de prévention. L'analyse en amont, l'esprit critique, l'éducation aux médias et l'engagement systémique sont des outils essentiels pour protéger les sociétés contre la manipulation, la polarisation et l'érosion démocratique. Les institutions gouvernementales doivent reconnaître que les sociétés occidentales sont la cible directe de stratégies d'influence délibérées visant à affaiblir la cohésion interne, tant au niveau national qu'au sein des alliances de défense. Le rôle central des organisations de la société civile et des groupes de réflexion dans ce contexte doit être reconnu.

4. Protéger et élargir les espaces de dialogue et d'inclusion

La préservation des espaces de dialogue au niveau national, international et en ligne doit être reconnue comme un pilier fondamental de la politique de sécurité. Il est indispensable d'investir dans la consolidation de la paix et la prévention pour maintenir ces espaces, rétablir la confiance, renforcer les normes internationales et favoriser la compréhension mutuelle entre les secteurs et les sociétés. Les infrastructures (multilatérales, nationales, locales) qui permettent le dialogue comptent parmi les outils les plus efficaces pour prévenir l'escalade et renforcer la résilience à long terme.

5. Renforcer la coopération entre tous les acteurs de la sécurité

Pour instaurer une paix durable, il faut une coopération structurée entre les institutions gouvernementales, les acteurs militaires et la société civile. Un tel engagement tripartite permet d'anticiper les risques émergents dans les domaines physique, politique et numérique et favorise des réponses plus cohérentes et fondées sur des données factuelles aux crises complexes. L'expertise des acteurs de la consolidation de la paix doit donc être intégrée dans des écosystèmes de sécurité plus larges plutôt que d'opérer en parallèle ou de manière isolée.

Dans ce cadre, la consolidation de la paix n'est pas une aspiration abstraite ni une promesse vide de sens. Elle constitue la pierre angulaire de la survie collective. Permettre aux experts, aux praticiens et aux universitaires de la société civile d'informer les décideurs et de collaborer de manière constructive avec les institutions de défense est essentiel pour identifier, analyser et traiter la nature multiforme de l'insécurité contemporaine.

En fin de compte, ce document a cherché à réfléchir aux dynamiques sous-jacentes qui sous-tendent l'augmentation mondiale des dépenses militaires. Il soutient qu'une grande partie de l'insécurité à laquelle cette tendance cherche à remédier est activement façonnée par des stratégies autoritaires visant à affaiblir les systèmes, les normes et les valeurs démocratiques. La consolidation de la paix est délibérément prise pour cible, car elle représente un pilier fondamental de la résilience démocratique. Sans un investissement soutenu dans les outils de consolidation de la paix et de gestion des conflits, les fondements du multilatéralisme et de la coopération s'érodent, précisément au moment où ils sont les plus nécessaires pour faire face à la polycrise mondiale qui caractérise notre époque.

RÉFÉRENCES

- United Nations.** 2025. The Security We Need: Rebalancing Military Spending for a Sustainable and Peaceful Future. Report of the Secretary-General.
- Mueller, Hannes, Christopher Rauh, Benjamin R. Seimon, and Raphael A. Espinoza.** 2024. The Urgency of Conflict Prevention – A Macroeconomic Perspective. IMF Working Paper No. 2024/256. International Monetary Fund.
- Council of the European Union.** 2025. "Defence: Council Agrees Position to Incentivise Defence-Related Investments in the EU Budget," October 8, 2025.
- European Commission.** 2025. Speech by President Ursula von der Leyen at the European Parliament Plenary on European Council Meetings and European Security, Strasbourg, March 10, 2025. European Commission Press Corner.
- Organisation for Economic Co-operation and Development.** Cuts in Official Development Assistance: OECD Projections for 2025 and the Near Term. Paris: OECD Publishing, June 26, 2025.
- Stockholm International Peace Research Institute.** "Global Military Spending Surges Amid War, Rising Tensions and Insecurity." SIPRI, April 22, 2024.
- Daley, Shelagh.** "Working for Peace in 2026 — Trends to Watch and the Role of Peacebuilding." Saferworld, January 16, 2026.
- European Civic Forum.** Civic Space Report 2025. June 2025.
- Stichting Democratie Monitor.** Democratie Monitor 2025. June 2025.
- Civic Space Watch.** "CIVICUS Monitor Downgrade Six European Countries Due to Severe Deterioration of Civic Space." Civic Space Watch, December 9, 2025.
- Government of the Netherlands.** "FemFocus 2026–2030." Grant Programme.
- Conciliation Resources.** "What Is Peacebuilding?"
- Mueller, Hannes, Christopher Rauh, Benjamin R. Seimon, and Raphael A. Espinoza.** "The Urgency of Conflict Prevention – A Macroeconomic Perspective." IMF Working Paper No. 2024/256, International Monetary Fund, December 20, 2024.
- Principles for Peace.** Geneva Incubation Space – The Future of Peacemaking, Outcome Report. June 2025.
- Government of the Netherlands.** "Subsidy Framework Contributing to Peaceful and Safe Societies 2024–2031." Decree, November 9, 2023.
- Iversen, T. O., de Coning, C. H., & Sandvik, K. B.** The risks of a war economy mentality. Norwegian Institute of International Affairs. January 13, 2026
- European Peacebuilding Liaison Office (EPLO).** Statement on the European Peace Facility. October 2021.
- Netherlands Ministry of Foreign Affairs, Policy and Operations Evaluation Department (IOB).** Evaluation of the Netherlands' Contribution to MINUSMA: A Mission within a Mission (English Summary). September 2022.
- Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (BMZ).** "Shaping the Future Together Globally."
- Transparency International – Defence & Security.** "Government Defence Integrity Index Updates: NATO Building Integrity and Anti-Corruption."
- Parliament of Australia, Joint Standing Committee on Foreign Affairs, Defence and Trade.** Inquiry into the role of Australia's international development program in preventing conflict. November 2025.

PERSONNES INTERVIEWÉES

Gretchen Baldwin, Senior Researcher in the SIPRI Peace Operations and Conflict Management Program, Sweden

Joao Boavida, Founder and Executive Director of the Centre of Studies for Peace and Development (CEPAD), Timor Leste

James Cox, Executive Director of Peacifica, Australia

Dr Cedric de Coning, Research Professor in the Research group on peace, conflict and development at NUPI, Norway

Fabio Daniele, Intelligence Analyst and General Secretary at Sustainable Cooperation for Peace and Security, Italy.

Valnora Edwin, Director of African women Leader's Network Sierra Leone Chapter, Sierra Leone

Francesca Grandi, Head of Defence and Security at Transparency International

Nic Hailey, Executive Director at International Alert, United Kingdom

Elizabeth Hume, Executive Director at the Alliance for Peacebuilding, United States of America

Diego Lopes da Silva, Senior Researcher in the SIPRI Military Expenditure and Arms Production Programme, Sweden

Lieutenant General (Ret.) C.J Matthijsen, Former Force Commander for the United Nations Multidimensional Integrated Stabilisation Mission in Mali (MINUSMA), The Netherlands

Marie-Laure Poire, Partnerships and Development Coordinator at the Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict (GPPAC), The Netherlands

Jelle Postma, Founder and CEO at Justice for Prosperity, The Netherlands

Sonya Reines-Djivanides, Executive Director of The European Peacebuilding Liaison Office (EPLO), Belgium

Peter van Sluijs, Peacebuilding and Conflict Prevention Expert, Coordinator Cordaid - the Civil Society Platform for Peacebuilding and Statebuilding (CSPPS), The Netherlands

Musa Ansuman Soko, Executive Coordinator of the Youth Partnership for Peace and Development, Sierra Leone

Felipe Tamayo, Advocacy Leader at Fundacion LATIR, Colombia

Chalachew Worku, Founder and CEO of Positive Peace for Ethiopia, Ethiopia

Maria Alejandra Zorro, Protection Leader at Fundacion Latir, Colombia

À propos de la CSPPS

La Plateforme de la société civile pour le renforcement de la paix et de l'État (CSPPS) est un réseau mondial d'organisations de la société civile soutenant les efforts de renforcement de la paix et de prévention des conflits dans des contextes fragiles et affectés par des conflits. Le CSPPS rassemble une représentation diversifiée de la société civile à travers le monde, issue de pays touchés par la fragilité, les conflits et la violence, ainsi que des organisations internationales de la société civile travaillant sur les questions de renforcement de la paix, de renforcement de l'État, de prévention des conflits et de développement. Le CSPPS soutient les interventions dans les pays pour amplifier la voix de la société civile dans les dialogues politiques et les processus de politique pertinents.

Au niveau mondial, CSPPS représente la société civile dans le cadre du Dialogue international sur la consolidation de la paix et la construction de l'État (IDPS), un partenariat stratégique tripartite unique en son genre pour le dialogue politique qui rassemble des acteurs de la société civile, les gouvernements des pays du groupe g7+ et des bailleurs de fonds représentés par le Réseau international sur les conflits et la fragilité (INCAF).



Contact

Pour toute question sur ce document ou sur le travail de la plateforme, contactez-nous à :

- info@cspps.org

Pour en savoir plus sur le travail de la CSPPS :

- Visitez notre site web: www.cspps.org
- Suivez-nous sur nos réseaux sociaux :

